

Rapport annuel

—

2025



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Tribunal d'arrondissement de la Sarine TASA

Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président du Conseil de la magistrature,
Monsieur le Vice-président,
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil de la magistrature,

Nous avons l'honneur de vous adresser le rapport sur l'administration du Tribunal d'arrondissement de la Sarine pour l'année 2025 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Fribourg, le 27 janvier 2026

François-Xavier Audergon, Président du Tribunal plénier

Table des matières

1.1	Partie générale.....	4
1.1.1	Composition et locaux	4
1.1.2	Activité juridictionnelle	6
1.2	Partie statistique.....	8
1.2.1	Charge de travail en général	8
1.2.2	Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement	9
1.2.3	Affaires civiles.....	9
1.2.4	Juridiction des prud'hommes.....	12
1.2.5	Juridiction des baux.....	13
1.2.6	Assistance judiciaire en matière civile.....	13
1.2.7	Affaires pénales.....	14

Rapport sur l'activité du Tribunal d'arrondissement de la Sarine pour l'année 2025

1.1 Partie générale

1.1.1 Composition et locaux

1.1.1.1 Organisation et composition

Organisation et composition au 31.12.2025

François-Xavier Audergon, Benoît Chassot, Adeline Corpataux, Alain Gautschi, Ariane Guye, Rebekka Jutzet, Saskia Etchika Oberson, Stéphane Raemy, José Rodriguez, Alexandra Rossi Carré, Président/e/s ; Nadine Aebischer, Juge conciliatrice en droit civil

Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Pascal L'Homme, Jean-Benoît Meuwly, Sandrine Schaller, Suppléant/e/s des Président/e/s

Tribunal civil et pénal : Béatrice Ackermann, Mary-Lise Bapst, Renate Bartosch Krauskopf, Claude Chassot, Hélène Cudré-Mauroux, Caroline de Buman, Gilles de Reyff, Anne de Steiger, Colette Défago, Caroline Dénervaud, Johan Dick, Jean-Pierre Droz, Pierre Duffour (jusqu'au 31.12.2025), Christine Frehner, Claudia Häller, Dominique Haller Sobritz, Agnes Hayoz, Catherine Hayoz, Anne Hemmer, Renato Iliescu, Anne Jochem, Jürg Jost, Hans Jungo (jusqu'au 31.12.2025), Bernard Lauper, Damiano Lepori, Barbara Moigno, Samuel Rar, Sébastien Roch, Anne-Colette Schmutz-Schaller, Gilles Schorderet, Cécile Thiémard (jusqu'au 31.12.2025), José Uldry, Petra Vondrasek, Vanessa Winckler, Assesseur/e/s

Tribunal des prud'hommes : Christelle Almeida Borges, Ariane Guye, José Rodriguez, Président/e/s ; Rebekka Jutzet, Suppléante des Président/e/s ; Nicole Madeleine Aeby, David Brugger, Karin Rudaz, Assesseur/e/s ; Maude Borgognon, Gilberto D'Alessandro, Jean-François Feyer, Xavier Ganioz, Patrick Gendre, Reto Julmy, Nicolas Pius Lerf, Assesseur/e/s suppléant/e/s

Tribunal des baux : Ariane Guye, Présidente ; Rebekka Jutzet, Alexandra Rossi Carré, Suppléantes de la Présidente ; Matthieu Loup, Isabelle Sob, Claude Terrapon, Pierre Wicht, Assesseur/e/s ; Christian Aebischer, Roxane Casazza, Catherine Hayoz, Marie-Jeanne Piccand, Assesseur/e/s suppléant/e/s

Texte.

1.1.1.2 Ressources en magistrat-e-s

Juges professionnels/les - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2023	2024	2025
Audergon François-Xavier	Président	1	1	1
Chassot Benoît	Président	1	1	1
Corpataux Adeline	Présidente	1	1	1
Gautschi Alain	Président	1	1	1

Juges professionnels/les - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Guye Ariane	Présidente	1	1	1
Jutzet Rebekka	Présidente	0.5	0.6	0.6
Raemy Stéphane	Président	1	1	1
Oberson Saskia Etchika	Présidente	0	0.9	0.9
Rodriguez José	Président	1	1	1
Rossi Carré Alexandra	Présidente	1	1	1
Sallin Jean-Marc	Président	1	0	0
Almeida Borges Christelle	Présidente TPR	0.1	0.1	0.1
Aebischer Nadine	Juge conciliatrice en matière civile	0	0	0.3
Total EPT au 31.12.		9.6	9.6	9.9

1.1.1.3 Ressources greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2023	2024	2025
Total EPT Greffiers/ères (postes permanents)	13.55	13.05	13.15
Total EPT Stagiaires juristes	3	3	3
Total EPT Collaborateur/trices administratifs (postes permanents)	15.80	16.30	16.30
Total EPT Apprenti/es collaborateur/trices administratifs	4	3	3
Total	36.35	35.35	35.45

En 2025, le Tribunal plénier a été présidé par le Président José Rodriguez et la vice-présidence a été assumée par le Président François-Xavier Audergon.

Au début avril 2025, le TASA a accueilli Nadine Aebischer, élue Juge conciliatrice à un taux de 30%. Cette nomination s'inscrit dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre à l'élaboration d'un concept d'autorité de conciliation en matière civile. Pour la soutenir dans ses tâches juridictionnelles, la secrétaire-volante ainsi que les greffières-volantes du Tribunal civil ont été mises à sa disposition.

En raison de l'absence de longue durée des magistrates Ariane Guye et Rebekka Jutzet, les greffières Tiffany Stauffer et Amina Coundoul ont été nommées Présidentes ad hoc. Le taux de la Juge conciliatrice, Nadine Aebischer, a par ailleurs été augmenté afin d'assurer le remplacement de la Présidente Ariane Guye s'agissant des baux à loyer. Puis, Florian Mauron, greffier au Tribunal cantonal, a pris le relai du remplacement de la Présidente Rebekka Jutzet à la place de Tiffany Stauffer.

En 2026, la présidence du Tribunal plénier sera assurée par le Président François-Xavier Audergon et la vice-présidence par la Présidente Adeline Corpataux.

Le 31 décembre 2025, les Juges assesseurs Cécile Thiémard, Hans Jungo et Pierre Duffour ont terminé leur fonction. Le TASA leur adresse ses vifs remerciements pour leur activité exercée au service de la justice. Pour les remplacer, le Grand Conseil a élu, lors de sa session de septembre 2025, André Demierre, Philippe Vorlet et Walter Herren. Le TASA leur souhaite la bienvenue et plein de succès dans leur nouvelle fonction.

1.1.1.4 Locaux

Les locaux du TASA ont atteint les limites de leurs possibilités pour l'activité qui y est déployée. La possibilité de créer des salles d'audience et bureaux supplémentaires est inexistante.

Le projet de démolition et de construction de nouveaux immeubles attenants au Tribunal ayant suivi son cours, le déménagement, vers la Route d'Englisberg, de l'ensemble du TASA pour une durée de deux ans, est en cours d'organisation de concert avec le Service des bâtiments. L'ensemble du personnel devra faire face à de grandes difficultés organisationnelles durant le premier semestre 2026.

1.1.2 Activité juridictionnelle

1.1.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

La charge de travail de chacun-e des Président-e-s est toujours aussi importante. Il y a lieu de se référer aux développements sous rubriques 1.1.2.2 et 1.1.2.3 ci-après. S'agissant du greffe dans sa globalité, il sied de relever que la charge de travail a également considérablement augmenté et qu'il devient urgent de créer un poste de secrétariat civil volant à 100%, ainsi qu'une cellule judiciaire civile complète à 100%, soit un-e Président-e, un-e Greffier-ère et un-e secrétaire.

1.1.2.2 Affaires civiles (président-e, tribunal, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

En 2025, le nombre des affaires inscrites, tant au rôle du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine (ci-après : Tribunal civil, soit 41) qu'à celui des Présidents-es (soit 4'093), s'est élevé à 4'134. Par équivalent plein-temps (ci-après : EPT), cela correspond à environ 879.5 dossiers (4'134 / 4,7 EPT).

Le nombre d'affaires enregistrées demeure à un niveau extrêmement élevé, supérieur à 2024 (+153 dossiers en 2025).

Le Tribunal civil et ses Présidents-es ont liquidé 3'874 affaires en 2025, soit environ 824 dossiers par équivalent plein-temps (3'874 / 4,7 EPT).

Comme exposé dans les précédents rapports, le nombre extrêmement élevé des affaires civiles et leur complexité croissante engendrent un surcroît de travail pour les Magistrats, leur greffe et leur secrétariat, tant par le nombre de séances nécessaires que par la rédaction des décisions, notamment en droit de la famille au regard des exigences jurisprudentielles en matière de calcul des pensions.

De surcroît, l'entrée en vigueur des nouvelles normes du Code de procédure civile le 1er janvier 2025 a eu pour conséquence un travail supplémentaire significatif et des dossiers plus volumineux pour l'Autorité civile dans son ensemble (multiplication des actes, correspondance soutenue, etc...).

Les Magistrats-es civils-es ne peuvent plus faire face à une si importante charge de travail. La création d'une cellule judiciaire civile complète, soit un-e Président-e civil-e, un-e Greffier-ère et un-e secrétaire, à 100%, ainsi qu'un poste de secrétariat civil volant à 100% s'avère aussi urgente qu'indispensable. Il en va de la saine et sereine administration de la justice et aussi du respect de l'ensemble des collaborateurs-trices du TASA et des justiciables.

Il faut encore souligner que le nombre de dossiers de faillite a doublé suite à une modification législative fédérale (art. 43 al. 1^{bis} LP abrogé), sans que le pourcentage du personnel en charge du rôle des faillites ne soit adapté.

Enfin, il est relevé que cette année le Tribunal civil n'a pas fait appel à la Cellule itinérante.

La juridiction des baux a été saisie de 202 nouvelles affaires en 2025 (158 pour la Présidente et 44 pour le Tribunal), ce qui correspond à une augmentation de près de 40% par rapport à 2024. Le nombre des affaires pendantes au 31 décembre 2025 a ainsi fortement augmenté par rapport à celles pendantes au 31 décembre 2024, passant de 34 affaires pour cette année-là (dont 21 pour le Tribunal des baux) à 67 au 31 décembre 2025 (dont 30 pour le Tribunal des baux).

Cette juridiction est surchargée, sachant que le rôle de la Présidente Ariane Guye est composé, en sus des causes de bail, de 33% de causes prud'homales et de 33% de causes civiles ordinaires. Comme mentionné dans les rapports annuels précédent, la situation s'est aggravée, notamment en raison du volume et de la complexification des affaires.

A noter encore que la suppléance du Tribunal des baux a été assumée par les Présidentes Alexandra Rossi Carré, Rebekka Jutzet et Nadine Aebischer. Il est relevé qu'aucune affaire en allemand n'a été enregistrée en 2025 pour cette juridiction.

Quant à la juridiction des Prud'hommes, 210 dossiers de la compétence du Président (170 en 2024) et 34 dossiers de la compétence du Tribunal (32 en 2024) ont été liquidés durant l'année 2025. Le nombre des affaires pendantes au 31 décembre 2025 (122 unités) a légèrement diminué par rapport à 2024 (135 unités). Dans les dossiers liquidés par les Présidents et le Tribunal, on dénombre 30 jugements, 33 conciliations, 66 autorisations de procéder délivrées et 115 dossiers liquidés pour d'autres raisons (retrait de la requête, irrecevabilité, décisions d'assistance judiciaire).

1.1.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

En 2025, le Tribunal pénal de la Sarine a reçu 101 nouveaux dossiers à traiter (99 en français ; 2 en allemand). Il en a liquidé 96. Au 1er janvier 2026, il reste ainsi 44 dossiers à traiter.

En 2025, les Juges de police de la Sarine ont reçu 367 nouveaux dossiers (354 en français ; 13 en allemand). Ils en ont liquidé 378. Au 1er janvier 2025, il reste ainsi 167 dossiers à traiter.

En 2025, la charge de travail des Président.e.s du Tribunal pénal de la Sarine a été très élevée et soutenue, afin de liquider le plus grand nombre d'affaires dans des délais raisonnables.

Les Président.e.s observent que les dossiers du Juge de police sont très souvent tout aussi complexes et volumineux que ceux dévolus au Tribunal pénal ; à ce sujet, il y a lieu de relever les « petits dossiers » dans lesquels un avocat n'est pas présent sont presque devenus l'exception. En effet, depuis quelques temps, les dossiers du Juge de police sont fréquemment constitués de plusieurs classeurs fédéraux.

Les Président.e.s constatent que de plus en plus d'affaires de nature économique, liées notamment aux prêts COVID, leur sont déférés en Juge de police. Pour les dossiers renvoyés devant le Tribunal pénal, ils relèvent qu'ils ne disposent pas d'assesseurs possédant des connaissances adéquates en matière économique et financière. Par ailleurs, ces dossiers sont très volumineux.

A propos de délais raisonnables, il convient de relever que la disponibilité des acteurs de la chaîne pénale se réduit tant du côté du Ministère public que du côté des avocats. Il s'ensuit un allongement des délais d'assignation des procès. Il devient ainsi de plus en plus compliqué de réunir à moins de 4 ou 5 mois tous les protagonistes d'une affaire pénale.

Enfin, d'une manière générale, les Président.e.s constatent que les parties sont de plus en plus procédurières et que la complexité des affaires augmente : par exemple, la jurisprudence est devenue très exigeante en matière de motivation des jugements, notamment à propos de la fixation de la peine et surtout en cas de concours d'infractions. Le traitement de la question de l'expulsion judiciaire, qui se pose maintenant très fréquemment et qui, de surcroît, exige une défense obligatoire, est souvent très délicat. Tout cela accroît aussi la charge de travail des juges et la durée de la procédure.

Finalement, le Tribunal pénal relève qu'en 2025 il n'a pas fait appel à la Cellule Itinérante.

1.2 Partie statistique

1.2.1 Charge de travail en général

	Affaires pendantes au 01.01.	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)	Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.
2023	1247	4757	4674	1330
2024	1328	4839	4601	1565
2025	1534	5037	4764	1806

Langue des affaires enregistrées	2023	2024	2025
Français	4659	4743	4946
Allemand	98	96	90

Evolution 2024-2025 (toutes affaires confondues)	Affaires pendantes au 01.01.		Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Président/e/s civils	760	897	3819	4093	3670	3758	908	1231
Tribunal civil	267	256	162	41	174	116	255	181
Président/e/s tribunal des baux	19	13	117	158	123	134	13	37
Tribunal des baux	24	21	28	44	31	35	21	30
Président/e/s tribunal des prud'hommes	42	64	194	193	170	210	66	47
Tribunal des prud'hommes	57	69	44	40	32	34	69	75
Juge de police	125	175	383	366	315	378	193	163
Président/e/s Tribunal pénal	2	1	5	2	6	2	1	1
Tribunal pénal	32	38	87	100	80	97	39	41
Total	1328	1534	4839	5037	4601	4764	1565	1806

1.2.2 Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	> 2 ans
Juge de répression						
Tribunal pénal	4	18	42	29	4	0
Juge de police	32	77	170	91	8	0
Tribunal civil						
Droit de la famille	1	2	8	19	23	27
Actions résultant des contrats	1	0	0	2	3	3
Président/e tribunal civil						
Divorce et modification de divorce	15	79	36	15	2	0
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	8	31	28	22	22	3
Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. A LJ)	8	21	25	42	17	6
Mainlevée	105	577	246	26	4	0
Juridiction des prud'hommes						
Président/e	38	57	87	24	4	0
Tribunal	0	2	3	6	12	11
Juridiction des baux						
Président/e	45	60	26	3	0	0
Tribunal	0	8	11	8	8	0

1.2.3 Affaires civiles

1.2.3.1 Président-e-s de Tribunal

	Affaires pendantes au 01.01.	Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)	Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12. de l'avant-dernière année
2022	559	3727	3585	703	20
2023	683	3806	3724	765	15
2024	760	3819	3670	908	35
2025	897	4093	3758	1231	36

Langue des affaires enregistrées	2022	2023	2024	2025
Français	3646	3743	3742	4021
Allemand	81	63	72	72

Objets des jugements et ordonnances rendus	2023	2024	2025
1. Divorce sur requête commune avec accord complet (2023-2024) Divorce et modification de divorce (2025)	144	150	236
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet	2	1	1
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC)	110	121	114
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ)	92	101	107
5. Mesures provisionnelles et leur modification	327	391	401
6. Inscription provisoire des hypothèques légales entrepreneurs et artisans	46	63	12
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire	550	539	565
8. Décisions rendues en vertu de la LELP	2030	1858	2006
a) Mainlevée	1149	1159	958
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP)	0	0	2
c) Action en constatation négative (art. 85a LP)	4	3	11
d) Ouverture de la faillite	407	367	656
e) Suspension de la faillite faute d'actif	285	139	200
f) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP)	41	33	38
g) Action en constatation du retour ou non-retour à meilleure fortune (art. 265a)	0	2	1
h) Clôture de la faillite	70	96	92
i) Séquestre	36	29	25
j) Procédures concordataires	0	1	2
k) Divers	27	29	21
9. Annulation de titres	24	18	15
10. Commissions rogatoires	4	2	3
11. Exécution des jugements (art. 339 CPC)	6	11	13
12. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC)	235	236	173
a) Transaction	41	43	47
b) Autorisation de procéder	107	106	58
c) Proposition de jugement acceptée	9	4	6
d) Jugement	23	11	15
e) Autres	55	72	47
13. Divers	154	179	192
Total	3724	3670	3838

Taux de conciliation selon les art. 197 ss CPC	2022	2023	2024	2025
Procédures de conciliation (art. 197ss CPC)	181	234	236	173
1. Taux de réussite de conciliation	18.78%	20.94%	19.92%	30.64%
a) Transaction	17.13%	17.52%	18.22%	27.17%
b) Proposition de jugement acceptée	1.66%	3.42%	1.69%	3.47%

1.2.3.2 Tribunal civil

	Affaires pendantes au 01.01.	Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)	Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12. de l'avant-dernière année
2022	262	166	172	256	57
2023	234	234	234	234	234
2024	267	162	174	255	64
2025	256	41	116	181	77

Langue des affaires enregistrées	2022	2023	2024	2025
Français	166	165	157	40
Allemand	0	8	5	1

Objets des jugements rendus	2023	2024	2025
A. Code civil	138	148	9
1. Droit des personnes	0	0	0
2. Droit de la famille	133	141	0
a) divorce	97	94	0
b) modification de jugements de divorce	33	41	0
c) séparation de corps	2	1	0
d) divers	1	5	0
3. Droit des successions	2	3	1
4. Droits réels	3	4	8
B. Code des obligations	15	10	15
1. Actions résultant des contrats	12	7	9
2. Actions résultant d'actes illicites	1	2	1
3. Droit des sociétés	1	1	1
4. Autres	1	0	4
C. Autres lois fédérales ou cantonales	14	14	12
Total	167	172	36

1.2.4 Juridiction des prud'hommes

1.2.4.1 Président-e-s du Tribunal des prud'hommes

	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires liquidées par conciliation/ transaction	Autres affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
2022	48	144	13	28	114	37
2023	38	148	10	28	105	43
2024	42	194	19	22	129	66
2025	64	193	13	24	173	47

Langue des affaires enregistrées	2022	2023	2024	2025
Français	140	147	191	191
Allemand	4	1	3	2

1.2.4.2 Tribunal des prud'hommes

	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires Inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires liquidées par conciliation transaction	Autres affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
2022	49	42	10	12	9	59
2023	60	27	8	12	10	57
2024	60	27	8	12	10	57
2025	69	40	17	9	8	75

Langue des affaires enregistrées	2022	2023	2024	2025
Français	40	27	44	40
Allemand	2	0	0	0

1.2.5 Juridiction des baux

1.2.5.1 Présidente-s du Tribunal des baux

	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires pendantes au 31.12.
2023	18	142	141	19
2024	19	117	123	13
2025	13	158	134	37

Langue des affaires enregistrées	2023	2024	2025
Français	142	117	158
Allemand	0	0	0

1.2.5.2 Tribunal des baux

	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires pendantes au 31.12.
2023	19	22	17	24
2024	24	28	31	21
2025	21	44	35	30

Langue des affaires enregistrées	2023	2024	2025
Français	22	28	43
Allemand	0	0	0

1.2.6 Assistance judiciaire en matière civile

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un/e défenseur/e d'office

	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle	Octroi subordonné à un tel paiement	Refusée	Retirée	Total
2022	387	5	22	106	520
2023	372	0	27	137	536
2024	346	2	29	157	534
2025	347	2	26	199	574

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés

	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle	Octroi subordonné à un tel paiement	Refusée	Retirée	Total
2022	19	0	1	0	20
2023	29	0	5	2	36
2024	26	0	1	0	27
2025	25	0	2	0	27

1.2.7 Affaires pénales

1.2.7.1 Tribunal pénal

	Affaires pendantes au 01.01.	Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)	Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.
2022	25	72	66	31
2023	31	79	78	32
2024	32	87	80	39
2025	38	100	97	41

Nombre de personnes jugées

2022	2023	2024	2025
72	84	84	101

	Condamnées	Acquittées	Retrait de plainte ou d'opposition
2023	67	1	0
2024	70	3	0
2025	77	2	0

	Personnes condamnées à des peines privatives de liberté	Personnes condamnées à des peines pécuniaires	Amendes	Peines assorties du sursis	Peines assorties du sursis partiel	Demandes d'indemnité par des personnes acquittées
2022	53	12	34	15	16	0
2023	50	11	34	17	23	1
2024	63	13	44	13	31	2
2025	68	11	43	29	27	1

	Nationalité			Sexe		Etat civil		Langue de la procédure	
	Personnes jugées	Suisses	Autres	Hommes	Femmes	Mariés	Autres	Français	Allemand
2022	72	32	40	66	6	11	61	68	4
2023	84	30	54	82	2	5	79	80	4
2024	84	23	61	82	2	13	71	80	4
2025	101	41	60	87	14	14	87	99	2

Nombre d'infractions	2023	2024	2025
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle (art. 111-136 CP)	24	21	16
a) Meurtre	0	4	2
a) Assassinat	0	0	0
b) Meurtre passionnel	0	0	0
c) Homicides par négligence	0	0	1
d) Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la	0	0	0
e) Lésions corporelles	14	8	8
f) Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR	1	0	0
g) Rixe/Aggression	5	5	1
h) Divers	4	4	4
2. Infractions contre le patrimoine (art. 137-172ter CP)	77	51	41
a) Abus de confiance	1	0	0
b) Vol	33	20	17
c) Brigandage	8	3	0
d) Dommages à la propriété	22	17	11
e) Escroquerie	0	4	5
f) Utilisation frauduleuse d'un ordinateur	2	2	0
g) Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit	0	0	0
h) Extorsion et chantage	2	0	.2
i) Gestion déloyale	0	1	0
j) Recel	4	1	4
k) Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes	0	0	0
l) Divers	5	3	2

Nombre d'infractions	2023	2024	2025
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé (art. 173-179novies CP)	11	11	7
4. Crimes ou délits contre la liberté (art. 180-186 CP)	40	33	28
a) Menaces	8	11	7
b) Contrainte	9	8	6
c) Violation de domicile	19	13	14
d) Divers	4	1	1
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187-200 CP)	22	15	15
a) Mise en danger du développement de mineurs	3	2	3
b) Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels	15	9	12
c) Divers	4	4	0
6. Délits contre la famille (art. 213 - 220 CP)	1	3	2
a) Violation d'une obligation d'entretien	0	2	1
b) Divers	1	1	1
7. Crimes ou délits créant un danger collectif (art. 221-230 CP)	0	3	0
a) Incendie intentionnel	0	3	0
b) Incendie par négligence	0	0	0
c) Divers	0	0	0
8. Crimes ou délits contre les communications publiques (art. 237-239 CP)	0	0	0
9. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures (art. 240-250 CP)	0	0	0
10. Faux dans les titres (art. 251-257 CP)	5	3	5
11. Crimes ou délits contre la paix publique (art. 258-263 CP)	2	1	1
12. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale (art. 265-278 CP)	0	0	0
13. Crimes ou délits contre l'administration de la justice (art. 303-311 CP)	4	7	5
a) Induction de la justice en erreur	0	0	0
b) Blanchissage d'argent	4	7	5
c) Fausse déclaration d'une partie en justice	0	0	0
d) Divers	0	0	0
14. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels (art. 312-322 CP)	0	0	0
15. Corruption (art. 322ter-322octies CP)	0	0	0
16. Contravention à des dispositions du droit fédéral (art. 323-332 CP)	0	0	0
17. Infractions à la LCR	33	25	26
a) Art. 90 ch. 1	6	2	3
b) Art. 90 ch. 2 (faute grave)	1	4	3
c) Art. 91 (conducteurs pris de boisson)	0	0	4
d) Art. 94 (vol d'usage)	3	3	1
e) Art. 95 (circulation sans permis)	9	6	3
f) Divers	14	10	12
18. Infractions à la LStup	72	87	81
19. Infractions à la LALEtr	0	0	0

Nombre d'infractions	2023	2024	2025
20. Infractions à la LArm	1	8	0
21. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales	51	96	88
Total	343	364	315

1.2.7.2 Président-e-s du Tribunal pénal

	Affaires pendantes au 01.01.	Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)	Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.
2023	0	7	6	1
2024	2	5	6	1
2025	1	2	2	1

1.2.7.3 Juges de police

	Affaires pendantes au 01.01.	Affaires inscrites au rôle (01.01. au 31.12.)	Affaires liquidées (01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.
2023	143	354	371	126
2024	125	383	315	193
2025	175	366	378	163

Nombre de personnes jugées				
	2022	2023	2024	2025
	400	372	325	382

	Condamnées	Acquittées	Retrait de plainte ou d'opposition
2022	172	56	115
2023	151	63	98
2024	142	41	92
2025	173	51	98

	Personnes condamnées à des peines privatives de liberté	Personnes condamnées à des peines pécuniaires	Amendes	Peines assorties du sursis	Peines assorties du sursis partiel	Demandes d'indemnité par des personnes acquittées
2022	53	70	87	89	0	24
2023	32	76	92	87	0	28
2024	38	72	84	79	0	14
2025	49	84	97	106	0	14

Langue des affaires enregistrées	2023	2024	2025
Français	332	315	370
Allemand	22	10	12

Nombre d'infractions	2023	2024	2025
1. Infractions au CP	135	151	109
a) Atteinte à l'intégrité corporelle	24	39	26
b) Infractions contre le patrimoine	5	19	9
c) Atteinte à l'honneur	6	9	13
d) Infractions contre l'intégrité sexuelle	46	25	13
e) Insoumission à une décision de l'autorité	5	8	0
f) Contravention à des dispositions du droit fédéral	0	0	1
g) Divers	49	51	47
2. Infractions à la LACP	5	16	10
a) Art. 8 LACP	0	0	0
b) Divers	5	16	10
3. Infractions	140	260	234
a) à la loi sur la pêche	0	0	0
b) à la loi sur la chasse	0	0	0
c) au code forestier	0	0	0
d) à la loi sur les denrées alimentaires	0	0	0
e) à la loi sur la police des étrangers	0	0	0
f) à la loi sur les étrangers	7	35	34
g) à la loi sur la protection civile	0	0	0
h) à la loi sur la protection des animaux	0	0	1
i) à la loi sur la protection des eaux	0	0	0
j) à la loi sur les transports publics	7	16	7
k) à la loi sur les établissements publics et la danse	1	3	2
l) à la loi sur le chômage	0	0	0
m) à la loi sur la navigation intérieure	0	0	0
n) à la loi sur la circulation routière	72	50	86
o) à la loi sur les stupéfiants	21	60	35
p) Infractions à la LArm	3	13	6

Nombre d'infractions	2023	2024	2025
q) Divers	29	83	63
Total	280	427	353

1.2.7.4 Récapitulation

1.2.7.4.1 Nombre de personnes jugées

	Tribunal pénal	Juge de police	Total
2022	72	400	472
2023	84	372	456
2024	84	325	409
2025	101	382	483

Nature du jugement 2025	Tribunal pénal	Juge de police	Total
Personnes acquittées	2	51	53
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées	1	14	15
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté	68	49	117
Personnes condamnées à des TIG	0	0	0
Personnes condamnées à des peines pécuniaires	11	84	95
à l'amende	43	97	140
assorties du sursis	29	106	135
assorties du sursis partiel	27	0	27
Retrait de plainte ou d'opposition	0	98	98

1.2.7.4.2 Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis

	Tribunal pénal	Juge de police	Total
2022	28	46	74
2023	27	24	51
2024	23	46	69
2025	24	44	68

1.2.7.4.3 Détention préventive

Nombre de prévenu/e/s en détention provisoire ou en exécution anticipée de peine au moment du jugement				
2022	2023	2024	2025	
9	5	14	8	